

L'Europe va-t-elle enfin interdire les produits chimiques nocifs ?

Aujourd'hui et demain, la France organise à Paris une réunion des ministres de l'UE sur le thème des produits chimiques. La Commission européenne souhaite interdire des familles entières de substances nocives

Jean-Denis Renard
jd.renard@sudouest.fr

Le vent serait-il en train de tourner ? Peu réputée pour sa férocité envers les industriels, la Commission européenne a dévoilé le 25 avril un plan d'ensemble pour bannir des familles de substances que l'on retrouve dans une multitude d'objets de consommation courante, qu'il s'agisse des emballages alimentaires, des jouets, de l'ameublement ou de l'équipement de la voiture. C'est une révolution copernicienne qui s'annonce. Jusqu'à présent, les produits dangereux sont écartés au compte-gouttes, une fois la preuve apportée du péril qu'ils présentent pour la santé humaine et/ou pour l'environnement. Ce changement de cap est l'un des enjeux majeurs de la réforme du règlement européen Reach (Enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des substances chimiques en français). Il a été mis en œuvre en 2007 pour endiguer la marée des produits nocifs mais il est débordé par leur abondance.

Parmi les catégories visées par le plan de la Commission, on trouve les bisphénols, très utilisés dans la fabrication de plastiques et d'emballages alimentaires. Considérés comme perturbateurs endocriniens – ils interfèrent avec les hormones – ils ont défrayé la chronique à la faveur de la polémique, puis de l'interdiction, en 2015, du bisphénol A dans les contenants alimentaires.

Au stade des promesses

Aussi sur la sellette, le groupe des PVC (polychlorures de vinyle), des plastiques peu recyclables qui sont intégrés dans une vaste gamme d'articles. Ils



Les installations de Dow, le géant de la chimie, sur les bords de l'Elbe au nord de l'Allemagne. AXEL HEIMKEN/AFP

contiennent des additifs polluants comme les PFAS, des composés perfluorés qui s'accumulent dans l'organisme et dans l'environnement.

Les retardateurs de flammes devraient également faire l'objet de mesures restrictives. Comme leur nom l'indique, ce sont des agents ignifuges qui entrent dans la fabrication des matelas comme des vêtements et des sièges de voiture. Par ailleurs, l'Europe veut proscrire les molécules de synthèse classées cancérigènes, mutagènes – elles provoquent des mutations génétiques – ou toxiques pour la reproduction dans les objets au contact des

enfants, notamment les couches. On parle là de milliers de produits différents. Les prohiber par wagons entiers, même de façon progressive, serait sans précédent. Ces dernières décennies, les autorités ont considéré avec une prudence rétive le sujet « santé et environnement ». Elles se sont surtout attachées à ne pas entraver l'innovation pour rester dans la course face à d'autres pays moins regardants sur les dégâts collatéraux de la chimie. Cette vision est maintenant battue en brèche par l'approche dénommée « One health » en anglais, « Une seule santé » en français. Elle prend

en compte les dangers qui menacent l'ensemble du vivant, humanité comprise.

Il y a toutefois loin de la coupe aux lèvres. Les intentions européennes les plus ambitieuses se fracassent régulièrement sur le mur des réalités. On peut compter sur l'industrie pour mener une guerre de tranchées contre ce projet de réglementation et prendre à partie les gouvernements des 27 États membres quant à ses conséquences sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Parmi ceux-ci, on en trouvera pour prendre la défense de leurs « champions » nationaux de la chimie. C'est dans ce contexte que la

présidence française de l'Union européenne prend l'initiative d'une conférence informelle des 27 qui se tient aujourd'hui et demain, à Paris. Intitulée « Produits chimiques : mieux protéger la santé et l'environnement », elle ne fait pas mystère de son ordre du jour. Elle sera présidée par Béran-gère Abba, la secrétaire d'État à la Transition écologique. Les tractations qui entourent le projet de la Commission de Bruxelles seront nécessairement évoquées. Deux sous-sujets sont sur la table : la cadence qui reste à inventer pour éliminer progressivement certaines molécules approuvées par le passé, et les règles qui s'appliqueront aux nouveaux produits.

Vers une instance experte

La conférence va aussi se pencher sur la préparation d'une position commune de l'Europe sur la création d'un organisme onusien qui serait aux produits chimiques ce que le Giec est au climat : une instance experte, chargée d'établir l'état de la science sur le sujet et d'éclairer la communauté internationale sur la marche à suivre. Sa création a été évoquée en février-mars dans les débats de l'assemblée des Nations unies pour l'environnement, réunie à Nairobi, au Kenya.

L'Europe prévoit aussi un programme de 400 millions d'euros pour fédérer les laboratoires de recherche du continent autour de la production de connaissances sur la dangerosité des molécules de synthèse. Des pans entiers de la toxicologie restent lacunaires, par exemple les « effets cocktail » de nombre de substances dont les effets délétères apparaissent quand elles se conjuguent.